

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
n° 103 (1^{er} juillet au 30 septembre 2006)

Circulaires de la Direction des services judiciaires
Signalisation des circulaires du 1^{er} juillet au 30 septembre 2006

Circulaire relative aux conciliateurs de justice

DSJ 2006-16 AB1/27-07-2006

NOR : *JUSB0610524C*

Conciliateur de justice

Destinataires

Premiers présidents des cours d'appel - Procureurs généraux près lesdites cours - Coordonnateurs du service administratif régional des cours d'appel - Présidents des tribunaux de grande instance - Procureurs de la République près lesdits tribunaux - Juges chargés du service des tribunaux d'instance - Magistrats chargés de la formation - Conciliateurs de justice

Textes sources :

Article 21 NCPC
Articles 21 à 24 de la loi n° 95-125 du 8 février 1995
Articles 130, 829 à 835, 840, 847, 847-3 du NCPC
Articles L.522-29 et L.522-30 du COJ
Décret n° 2006-687 du 12 juin 2006, modifiant le décret n° 78-381 du 20 mars 1978 relatif aux conciliateurs de justice
Arrêté du 12 juin 2006
Circulaire SJ 97-010 AB1 du 1^{er} Août 1997

Textes abrogés :

Circulaires SJ n° 81-09 et n° 81-10 AB1 du 10 avril 1981
Note SJ du 10 avril 1981
Circulaire SJ 88-9 AB1 du 3 juin 1988
Circulaire SJ 95-003-AB1 du 6 mars 1995

Textes modifiés :

Circulaire SJ 93-005 AB1 du 16-03-93 relatives au recrutement et à la gestion des conciliateurs
Circulaire SJ 95-002-AB3 du 16 février 1995
Circulaire SJ 96-003 AB3 du 30 janvier 1996 relative aux modalités de gestion des crédits des services judiciaires

Lors du colloque commémorant le 25^{ème} anniversaire de l'institution des conciliateurs de justice qui s'est tenu le 5 mai 2003 au Sénat, le garde des sceaux, ministre de la justice, a rappelé le rôle essentiel joué par ces auxiliaires de justice au sein de l'institution judiciaire.

Le souhait des citoyens de bénéficier d'une justice plus rapide et plus accessible légitime un plus large usage des modes alternatifs de règlement des litiges, tels que la conciliation.

La mise en œuvre de la conciliation nécessite une étroite collaboration entre le juge d'instance, le juge de proximité et le conciliateur de justice.

Le garde des sceaux a donc souligné la nécessité de « renforcer la cohésion, la connaissance réciproque du rôle de chacun tout en clarifiant les rapports entre ces institutions complémentaires, parce qu'au service d'une justice de meilleure qualité et plus accessible à tous, particulièrement dans le domaine de la vie quotidienne ».

La présente circulaire a pour objet de rappeler certains dispositifs propres à développer la conciliation et de préconiser des solutions nouvelles empruntées à la pratique de certains tribunaux d'instance, et ce autour de quatre axes principaux : la gestion matérielle de la conciliation (1), la formation des conciliateurs de justice (2), les actions de communication en faveur de la conciliation (3) et le développement de la délégation de la conciliation (4).

La présente circulaire abroge et remplace :

La circulaire n° 81-09 du 10 avril 1981 relative à la couverture des menues dépenses liées à l'activité des conciliateurs ;

La circulaire n° 81-10 du 10 avril 1981 relative aux frais des conciliateurs ;

La « note » du 10 avril 1981 relative aux modalités pratiques de remboursement des frais et menues dépenses ;

La circulaire SJ 88-9-AB1 du 3 juin 1988 relative aux conciliateurs ;

La circulaire SJ 95-003-AB1 du 6 mars 1995 rappelant la nécessité d'une protection sociale pour les conciliateurs ;

les rubriques « 1/Les locaux », « 2/Les frais de déplacements » et « 3/Les menues dépenses » pages 15 et 16, dans la circulaire SJ 93-005 AB1 en date du 16 mars 1993 relative au recrutement et à la gestion des conciliateurs ;

Les paragraphes concernant les menues dépenses, page 16, dans la circulaire SJ 95- 002-AB3 du 16 février 1995 relative aux modalités de gestion des crédits des Services judiciaires ;

le paragraphe concernant « les menues dépenses », page 16, dans la circulaire SJ96-003 AB3 du 30 janvier 1996 relative aux modalités de gestion des crédits des services judiciaires .

En conséquence, restent en vigueur, totalement ou en partie:

La circulaire SJ 93-005 AB1 en date du 16 mars 1993 relative au recrutement et à la gestion des conciliateurs

La circulaire SJ 95- 002-AB3 du 16 février 1995 relative aux modalités de gestion des crédits des services judiciaires

La circulaire SJ 96-003 AB3 du 30 janvier 1996 relative aux modalités de gestion des crédits des services judiciaires

La circulaire SJ 97-010 AB1 du 1^{er} Août 1997 relative à la réforme du statut des conciliateurs par le décret n° 96-1091 du 13 décembre 1996.

I - LA GESTION MATERIELLE DE LA CONCILIATION

1. Les locaux

S'agissant des conciliations sur délégation du juge d'instance, il ressortit à la compétence du juge chargé du service du tribunal d'instance ou de celle du président du tribunal de grande instance, suivant la situation des locaux affectés au tribunal d'instance, d'organiser de manière régulière l'accès, au profit du conciliateur de justice, à une salle de type « chambre du conseil».

Dans la mesure du possible, il est souhaitable que cette salle soit informatisée afin que le conciliateur de justice puisse éventuellement utiliser un traitement de texte et se constituer un fichier de modèles de procès-verbaux de conciliation (par exemple, en matière de délais de paiement).

Autant que faire se peut, cette salle doit se situer à proximité de celle d'audience afin de faciliter la conciliation dès les premiers temps de l'instance.

L'ensemble de ces recommandations est fait sous réserve des disponibilités immobilières et techniques des juridictions.

Les conciliations hors délégation du juge d'instance peuvent se dérouler dans d'autres lieux, et notamment au sein des maisons de justice et du droit (au nombre de 120 au 1^{er} mars 2006).

S'agissant des conciliations hors délégation du juge d'instance, les municipalités mettent souvent à la disposition des conciliateurs les moyens utiles (bureau, photocopieuse, ...).

Il importe de rappeler que les éventuelles difficultés de fonctionnement doivent être signalées au juge chargé du service du tribunal d'instance compétent territorialement qui prendra l'attache de la mairie concernée. Si la difficulté persistait, un rapport devrait être fait au Premier Président de la Cour d'Appel afin qu'il intervienne, notamment auprès de la Préfecture.

2. Les menues dépenses

Les menues dépenses sont principalement:

- Les menus frais de secrétariat,
- Les frais de téléphone,
- Les frais d'affranchissement postal,
- Les frais de documentation.

Plus généralement, ce sont tous les frais de minime importance, afférents à l'exercice de la fonction.

Le régime ancien, reposait sur un remboursement des menues dépenses engagées dont le fonctionnement général avait été fixé par les circulaires n°81-09 du 10 avril 1981 relative à la "couverture des menues dépenses liées à l'activité des conciliateurs" et n° 81-10 du 10 avril 1981 ajoutant que le total des remboursements ne pouvait excéder « 1000 francs » par an et par conciliateur.

Deux circulaires SJ 95-003 AB1 du 6 mars 1995 et SJ 96-003 AB3 du 30 janvier 1996 ont fait évoluer le montant de ce dépassement autorisé. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 1996, sur présentation des "justificatifs utiles" les chefs de cour peuvent autoriser un dépassement dans la limite de 3000 francs par an.

Le décret n° 2006-687 du 12 juin 2006 relatif aux menues dépenses des conciliateurs conserve l'économie du régime précédent en lui donnant une base légale incontestable. Les frais exposés sont remboursés forfaitairement, puis, sur autorisation préalable des chefs de cour et justification au premier euro, ils peuvent exceptionnellement l'être dans la limite d'un plafond. La fixation de ces deux montants est renvoyée à un arrêté.

Cette indemnité est prévue par an et par conciliateur et ne varie pas en fonction du nombre de cantons dans lesquels ce dernier exerce ses fonctions.

L'arrêté en date du 12 juin 2006 fixe à 232 € le montant de l'indemnité forfaitaire et prévoit que le dépassement éventuel ne peut excéder 458€

En conséquence, les menues dépenses liées à l'activité des conciliateurs sont assumées directement par ceux-ci, puis elles sont remboursées trimestriellement au vu d'une **déclaration sur l'honneur**, établie par leurs soins, de la réalité de leur activité, accompagnée du décompte des dépenses occasionnées dans l'exercice de leurs fonctions.

Avant d'être transmise au service administratif régional (SAR) de la cour d'appel pour liquidation, cette déclaration est visée par les chefs de cour d'appel dans le ressort de laquelle le conciliateur de justice exerce ses fonctions.

Pour des raisons de gestion budgétaire, chaque conciliateur qui souhaite bénéficier d'un dépassement de remboursement dans la limite de 458 €, doit demander, pour en faciliter la gestion, une autorisation préalable aux chefs de cour.

Le conciliateur, avec un récapitulatif de l'état de ses dépenses, doit présenter les justificatifs correspondant à l'intégralité des débours exposés, au premier euro, afin de justifier d'une part de la réalité du dépassement de l'indemnité forfaitaire et d'autre part de la réalité de la dépense.

Cependant, si l'activité des conciliateurs, et notamment le nombre de saisines, le justifie, les chefs de cour peuvent estimer que le remboursement au-delà des 232 € des frais exposés dans l'exercice de leurs fonctions peut se faire sans autre justificatif que la déclaration sur l'honneur attestant de leur activité, à laquelle est joint un décompte des dépenses.

3. Les frais de déplacement

Sur décision conjointe du garde des sceaux et du ministre du budget en date du 7 août 1978, les conciliateurs de justice peuvent obtenir le remboursement de leurs frais de déplacement selon le régime prévu pour les fonctionnaires de catégorie A placés en groupe I.

Les taux applicables sont longtemps restés ceux prévus en application du décret du 10 août 1966. Cependant, depuis l'arrêté du 15 mai 1997 relatif aux conditions et modalités de remboursement des frais de déplacement des conciliateurs, ceux-ci "sont remboursés des frais de déplacement engagés pour les besoins de l'exercice de leurs fonctions dans les conditions prévues pour les personnels civils de l'Etat" par le décret n° 90-437 du 28 mai 1990.

De la même façon, l'arrêté du 9 août 2000, modifiant l'arrêté du 15 mai 1997 susvisé, a prévu que les dispositions du décret n° 89-271 du 12 avril 1989, fixant les conditions et modalités du remboursement des frais de déplacement des personnels de l'Etat à l'intérieur des départements d'outre mer, étaient applicables aux conciliateurs de ces départements. Il précise en outre que, tant en outre-mer qu'en métropole, sous réserve d'être couvert par une assurance automobile, dans les termes de l'article 34 du décret du 28 mai 1990¹, les conciliateurs peuvent utiliser leur véhicule personnel sans autorisation préalable en l'absence, permanente ou occasionnelle, d'un service de transport en commun.

Pour les déplacements temporaires des personnels civils à la charge du budget de l'Etat, la règle générale est que sont pris en charge les frais de route exposés hors des communes de résidence administrative et de résidence personnelle.

En outre, en application de l'arrêté ci-dessus tous les conciliateurs disposent d'un régime favorable dérogatoire aux décrets du 12 avril 1989 et du 28 mai 1990 dans la mesure où "leur résidence administrative est assimilée à leur résidence familiale". Ainsi tout déplacement en dehors de la commune de leur résidence familiale est à ce titre indemnisé.

L'indemnisation qui a pu être parfois obtenue en dehors de ces règles ne repose que sur la tolérance des comptes publics.

4. Le recrutement des conciliateurs de justice

Certaines juridictions connaissent un faible développement de la conciliation par défaut de candidature.

Afin de solliciter des candidatures intéressantes, soit dans le cadre d'un recrutement, soit dans celui d'un renouvellement, le juge chargé du service du tribunal d'instance peut adresser aux maires du ressort ainsi qu'à toutes personnes utiles un courrier de présentation de la conciliation et leur proposer un entretien avec un conciliateur de justice en exercice désigné par le magistrat afin d'expliquer de manière plus approfondie et pratique le rôle de la conciliation.

Les maires sont ainsi plus à même de contacter les personnes qu'ils estiment capables de remplir ces fonctions et de les diriger vers le juge chargé du service du tribunal d'instance pour présenter leurs candidatures.

¹ Voir l'annexe 2

Les postulants doivent adresser leur candidature au juge chargé du service du tribunal d'instance dans le ressort duquel il se propose d'exercer leurs fonctions. Ils adressent une lettre de motivation manuscrite, un *curriculum vitae* ainsi que les justificatifs attestant d'une expérience juridique de trois ans.

Dès réception de cette candidature, le juge chargé du service du tribunal d'instance saisit le procureur de la république aux fins d'avis motivé (casier judiciaire et enquête).

Le juge chargé du service du tribunal d'instance s'assure du respect des règles d'incompatibilités.

Il peut inviter le postulant à accompagner pendant un certain temps des conciliateurs de justice dont les pratiques sont reconnues et qui ont donné leur accord. Le juge chargé du service du tribunal d'instance recueille alors leur avis sur les qualités du postulant à exercer les missions confiées au conciliateur de justice.

Lorsque les conciliateurs de justice se sont dotés d'une structure de coordination, l'organisation de cette probation facultative peut lui être confiée. Un avis peut alors être émis par le responsable de la structure sur l'aptitude du candidat à exercer sa mission et à travailler avec les autres conciliateurs du ressort du tribunal d'instance»

Après ces vérifications, le juge chargé du service du tribunal d'instance convoque le postulant à un entretien, puis adresse le dossier de candidature et son avis au premier président de la cour d'appel, lequel rendra une ordonnance précisant le ou les cantons dans lesquels le conciliateur de justice accomplira ses missions.

Le conciliateur de justice ne peut exercer ses fonctions qu'après avoir prêté serment. L'attention des chefs de cour d'appel est donc appelée sur la nécessité de prévoir que ces prestations seront reçues sans délais.

Après notification de l'ordonnance du Premier président de la cour d'appel, portant nomination du nouveau conciliateur de justice, le juge chargé du service du tribunal d'instance peut, pour la première année d'exercice, désigner parmi ceux expérimentés, un référent avec lequel il pourra s'entretenir des difficultés rencontrées dans l'exercice de sa mission».

L'ensemble de cette procédure ne saurait dépasser un délai de trois mois. En effet, les délais anormalement longs (deux ans) qui ont parfois pu être constatés sont un facteur de démotivation de nombreux candidats.

II. LA FORMATION DES CONCILIEATEURS DE JUSTICE

Cette formation est une condition *sine qua non* de la bonne qualité de la contribution du citoyen au service public de la justice.

Il ne s'agit pas de dispenser aux conciliateurs de justice une formation juridique approfondie mais de répondre à leurs interrogations sur le fonctionnement de la justice en général et de la conciliation en particulier.

Les thèmes abordés peuvent porter sur la gestion matérielle de la conciliation, les actions de communication en faveur de la conciliation, le statut du conciliateurs de justice, ses obligations, les règles de compétence matérielle et territoriale, la technique de la conciliation, la rédaction des procès-verbaux, les problèmes rencontrés usuellement par les conciliateurs de justice, ...

L'Ecole nationale de la magistrature (ENM) peut, depuis le décret du 22 septembre 2004, dispenser une formation aux conciliateurs de justice. Cependant, des expériences locales démontrent que plusieurs niveaux de formation sont envisageables et méritent d'être développées.

En premier lieu, les associations de conciliateurs de justice, qui, à l'issue de l'audience de prestation de serment, accueillent les conciliateurs nouvellement nommés, peuvent leur fournir les premiers renseignements utiles.

En second lieu, au niveau de la cour d'appel, une formation peut être utilement dispensée d'une part aux nouveaux conciliateurs qui, dans les premiers mois de leur nomination, recevraient ainsi une formation de base concernant les premiers aspects de leur mission d'autre part à l'ensemble des conciliateurs du ressort qui, au moins une fois par an participeraient ainsi à un séminaire sur un thème particulier: consommation, voisinage, nuisances, loyers,...

L'attention des chefs de cour est appelée sur l'importance qui s'attache à ce que ces actions

soient mises en œuvre par le magistrat délégué à la formation, qui peut souvent bénéficier du concours des juges d'instance, voire, s'il le souhaite, d'un représentant des associations de conciliateurs, pour établir un programme annuel de formation.

Enfin, au sein du tribunal d'instance, où, conformément à certaines pratiques, sont organisées des réunions, dont la périodicité peut varier en fonction du nombre de conciliateurs du ressort et des besoins de formation. Pour préparer utilement ces réunions, le juge chargé du service du tribunal d'instance dispose des procès-verbaux de conciliation adressés au greffe, des interrogations des conciliateurs formées au préalable par courrier et de l'actualité législative afférente à la conciliation (ainsi, par exemple, la réforme instituant la juridiction de proximité en ce qu'elle permet au juge de proximité de déléguer la tentative de conciliation à un conciliateur de justice).

Il est précisé que les frais de déplacement engagés dans ces conditions par les conciliateurs de justice doivent leur être remboursés.

III. LES ACTIONS DE COMMUNICATION EN FAVEUR DE LA CONCILIATION

Les actions de communication locales de la conciliation doivent pouvoir être encouragées.

Il y a lieu de rappeler préalablement que le conciliateur de justice est soumis à un devoir de réserve et de secret, conformément à l'article 8 du décret n° 78-381 du 20 mars 1978.

Afin de favoriser les actions de communication locales, tout en garantissant le respect de ces obligations, les conciliateurs doivent informer le juge chargé du service du tribunal d'instance des actions entreprises.

Les supports de cette communication peuvent être variés: bulletin de la municipalité, journal local, informations régionales...

Il importe aussi de rappeler aux conciliateurs et à leurs associations qu'ils ont avantage à se rapprocher du Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD), lorsqu'il existe dans le département dans lequel ils exercent leur mission², pour lui communiquer leur rapport d'activité.

A cette fin, le premier président de la cour d'appel informe le CDAD de la nomination des conciliateurs (article 3 du décret du 20 mars 1978 modifié). Les conciliateurs peuvent s'assurer qu'ils figurent bien dans le guide de l'accès au droit ou le site Internet de ce conseil.

Ils peuvent également participer à certaines actions mises en place par ce conseil: permanences dans les points d'accès au droit, les maisons de justice et du droit; journée portes ouvertes; rencontres entre les acteurs...

Enfin, ils peuvent également lui présenter des demandes de financement pour réaliser des actions locales de communication.

Par ailleurs, le premier président organise au moins une fois par an une réunion des juges d'instances, des juges de proximité et des conciliateurs de justice afin de débattre des questions touchant à l'exercice de la conciliation.

Le juge chargé du service du tribunal d'instance en fait de même si la taille de sa juridiction le justifie.

En outre, il donne connaissance oralement à l'assemblée plénière de ce tribunal du rapport d'activité des conciliateurs de justice visé à l'article 9bis du décret n°78-831 du 20 mars 1978 relatif aux conciliateurs de justice.

De la même manière, les juges de proximité évoquent l'activité des conciliateurs à l'assemblée des magistrats du siège et du parquet de la juridiction de proximité de plus de trois juges.

Enfin, l'audience solennelle de rentrée du tribunal de grande instance est un événement privilégié à l'occasion duquel la conciliation doit être évoquée conformément à l'article R. 711-2 du code de l'organisation judiciaire, sensibilisant ainsi les partenaires privilégiés de la Justice à l'action des conciliateurs de justice.

² Soit 82 CDAD au 1^{er} mars 2006

Les présidents de tribunaux de grande instance sont appelés à inviter les conciliateurs de justice de leur ressort aux audiences solennelles.

D'autre part, le SCICOM a donné son accord pour diffuser, comme cela avait déjà été fait en 2003, 2000 exemplaires de l'annuaire national des conciliateurs de justice auprès des juridictions, document que l'Association nationale des conciliateurs de justice a établi et qui comprend l'ensemble des conciliateurs.

IV. LA CONCILIATION EXTRA-JUDICIAIRE

La conciliation extra-judiciaire, menée en mairie ou en maison de justice et du droit, qui est à l'origine de la fonction du conciliateur de justice, représente aujourd'hui l'essentiel de l'activité des conciliateurs (93%). Elle n'en doit pas moins être développée parallèlement à la délégation de conciliation par le juge d'instance ou de proximité.

Tous les conciliateurs doivent donc être mis en mesure d'exercer leur fonction en mairie ou dans les maisons de justice et du droit. Ce faisant, le conciliateur joue un rôle social apprécié par les maires.

V. LE DEVELOPPEMENT DE LA DELEGATION DE LA CONCILIATION

Le juge d'instance, ainsi que le juge de proximité, conformément aux articles 840 et 847-3 du nouveau code de procédure civile peuvent déléguer la tentative de conciliation.

1. Favoriser la tentative préalable de conciliation

1.1. Encourager la demande aux fins de tentative préalable de conciliation

Cette procédure prévue aux articles 830 et 831 du nouveau code de procédure civile peut être utilisée par certains créanciers communément qualifiés «institutionnels».

Elle évite à ces organismes de faire l'avance de frais importants, qui ne seront pas ainsi recouverts contre des débiteurs en situation souvent difficile, tout en permettant un règlement satisfaisant.

1.2. Renforcer l'information sur la conciliation

Depuis le 15 septembre 2003, date d'entrée en vigueur du décret n° 2003-542 du 23 juin 2003, l'article 829 du nouveau code de procédure civile dispose que «faute d'accord des parties pour procéder à la tentative de conciliation, le juge, par décision non susceptible de recours, peut leur enjoindre de rencontrer un conciliateur qu'il désigne à cet effet, chargé de les informer sur l'objet et le déroulement de la mesure de conciliation».

Cette réforme permet ainsi de lutter contre la méconnaissance par les parties de la conciliation.

1.3. Développer la délégation

Une autre pratique développée par certaines juridictions consiste, lorsque le tribunal est saisi dans le cadre de la procédure simplifiée de la déclaration au greffe, à adresser aux parties une double convocation suivant l'exemple figurant en annexe 1 :

- l'une, facultative, devant un conciliateur de justice ;
- l'autre, obligatoire, à l'audience prévue à l'article 847 - 2 du nouveau code de procédure civile.

A cette audience, en cas de conciliation, le juge constate un désistement ou une caducité suivant la présence ou non du demandeur. Si les parties ne se sont pas conciliées, l'affaire est évoquée.

Il convient de noter que, si les parties demandent l'apposition de la force exécutoire, le juge pourra la conférer au procès-verbal de conciliation dès rapport du conciliateur, sans attendre l'audience.

Le conciliateur doit, conformément à l'article 832-7 du nouveau code de procédure civile, informer par écrit le juge de la réussite ou de l'échec de la tentative préalable de conciliation.

En cas d'échec, les constatations du conciliateur et les déclarations qu'il recueille ne peuvent être divulguées qu'avec l'accord des parties.

2. Organiser la présence des conciliateurs à l'audience

Cette pratique consiste à grouper les procédures pour lesquelles le greffe fixe lui-même la date d'audience (déclarations au greffe, opposition à injonction de payer, requête conjointe) et pour lesquelles la conciliation apparaît possible, du fait du très faible montant de la dette par exemple.

Le greffe fixe ces affaires à une audience particulière déterminée par le juge d'instance ou de proximité en accord avec le conciliateur de justice qui sera présent à cette date.

Lors de l'audience, ce magistrat peut rappeler, avant l'appel du rôle, la mission du conciliateur de justice.

Lorsque les parties se présentent, le juge apprécie s'il est opportun de déléguer la tentative de conciliation au conciliateur de justice présent et, dans l'affirmative, après avoir recueilli l'accord nécessaire des parties, demande à celles-ci de se retirer avec le conciliateur en chambre du conseil.

A l'issue de la procédure de conciliation, les parties reviennent à l'audience : soit elles sont parvenues à se concilier et soumettent, le cas échéant, leur accord au juge afin de lui donner force exécutoire; soit la conciliation a échoué et l'audience se poursuit.

Pleinement associés à la notion de justice de proximité qui est le cœur même de leur mission, les conciliateurs de justice doivent être confirmés par l'ensemble des magistrats dans leur engagement auprès des justiciables et dans leur implication au sein de la justice civile, aux côtés des juges d'instance et des juges de proximité.

Je vous serais obligé de bien vouloir assurer la plus large diffusion de cette circulaire et me faire connaître **sous un délai de six mois** les initiatives qui auront été prises dans le ressort de votre cour d'appel pour favoriser le recours à la conciliation.

Pour le garde des sceaux, ministre de la justice,

le directeur des services judiciaires

Léonard BERNARD de la GATINAIS